

**Conseil économique et social**

Distr. générale
28 avril 2017
Français
Original : français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Reprise de la session de 2017
22-31 mai et 12 juin 2017

**Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil***

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association graines de paix	2
2. Coordination française du Lobby Européen des Femmes	3
3. Fondation connaissance et liberté	4
4. Fonds pour le développement énergétique durable	5
5. Organisation mondiale des experts-conseils arbitres	6
6. Stiftung Brot fuer Alle	7
7. Tour opération et initiatives	8
8. Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires	9
9. Vie Montante Internationale (VMI)	11

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Association Graines de Paix

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Graines de Paix (GdP) est une ONG d'éducation à la paix et la paix interculturelle. Elle développe des outils et activités pédagogiques dans le but de favoriser des relations de paix et de prévenir les violences.

Objectifs

L'accent est mis sur les valeurs humaines qui peuvent être partagées, l'inacceptabilité de la violence et la pratique des réflexes de paix pour calmer et déjouer la violence.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- En 2013, GdP a participé à la réunion « Positive peace and the post – 2015 development agenda » ainsi qu'à une réunion de haut niveau sur le Droit Humain à la paix dans le cadre de la Journée internationale de la paix.
- En 2014, l'organisation a participé à une conférence de Michael Moller sur les rôles respectifs de l'ONU pour Genève, et de Genève pour l'ONU. GdP a participé régulièrement à des réunions sur les droits humains à la paix, l'éducation aux droits humains à la paix et l'éducation à la culture de la paix.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2014, GoP est devenu membre du réseau des instituts de recherche africains de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, de la science et de l'éducation (UNESCO) et des fondations pour la promotion de la culture de la paix.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Nos activités sont conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement et au développement durable pour promouvoir une éducation de qualité.

- En 2012, grâce à un partenariat entre le ministère de l'Éducation de la Côte d'Ivoire et les Graines de Paix, un programme quadriennal d'éducation permanente pour l'éducation permanente a été lancé visant à faire du dialogue, de la coopération, du respect et de l'inclusion une norme scolaire. Au cours des trois années dernières, le programme a formé 300 formateurs locaux, qui ont à leur tour formé un total de 19 919 enseignants du primaire. Aujourd'hui, 519 546 enfants bénéficient régulièrement d'une amélioration des postulats pédagogiques des enseignants et des approches pédagogiques pour une éducation de qualité.

- GdP a développé une collection de guides pédagogiques et de brochures pour les élèves du primaire, connue sous le nom de collection Growing Up in Peace. Composés d'activités, ces manuels offrent une expérience interactive et stimulent la réflexion à partir de 4 ans. Grâce à cette méthode, les étudiants affinent leurs compétences personnelles et sociales, telles que le respect, la considération, la bienveillance, l'empathie, l'entraide, etc., ainsi que leurs compétences cognitives telles que la réflexion, le discernement, etc. Ces compétences variées contribuent à accroître l'estime de soi, à prévenir la violence, à prédire ce qui pourrait résulter de l'action et à développer des relations harmonieuses, ce qui a généralement un impact positif sur la réussite scolaire des élèves.
- Publié par Loisirs et Pédagogie, la collection « Grandir en paix » a également été sélectionnée par la Fondation Education 21 pour inclusion dans leur catalogue de ressources pédagogiques pour l'éducation au développement durable.

2. Coordination Française du Lobby Européen des Femmes

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

La coordination française du lobby européen des femmes (CLEF) est un organe national de coordination qui regroupe 65 associations féministes qui interviennent dans tous les domaines des droits de la femme. Cela fonctionne pour la reconnaissance et la mise en œuvre de l'égalité des femmes et des hommes afin de créer ensemble une société responsable et unie. CLEF soutient des actions en faveur des droits et de l'égalité européens et fait partie d'un mouvement de solidarité avec les femmes du monde entier, en particulier celles de la région euro-méditerranéenne et de la Francophonie.

Objectifs

La CLEF œuvre pour la reconnaissance et la mise en acte de l'égalité entre les femmes et les hommes afin qu'ensemble ils construisent une société responsable et solidaire. Pour ce faire, elle développe des actions dans différents domaines : promotion de la parité, de l'entrepreneuriat féminin, lutte contre les violences envers les femmes, contre les extrémismes religieux, soutien aux femmes migrantes, combat pour l'égalité professionnelle, l'accès à la santé et aux droits reproductifs, développement de la place des femmes dans le sport.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- En 2012, CLEF faisait partie du groupe de travail chargé de rédiger le rapport de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) au 7^e rapport du gouvernement de la France.
- En 2013, le CLEF a participé à une réunion du groupe de travail chargé d'élaborer le rapport CEDEF.
- En 2015, l'organisation a développé le projet « Tour de France d'égalité » pour promouvoir CEDEF. Il a envoyé un message à l'Union européenne pour

solliciter son soutien à la Plate-forme de Pékin et lui demander de s'engager, d'accélérer et d'investir dans les droits des femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- En 2012, l'organisation a participé à la 56^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW) en tant que membre de la délégation française.
- En 2013, CLEF a organisé un atelier parallèle le 7 mars 2013 à la 57^e CSW intitulé « Viol, crime contre l'humanité, arrête l'impunité ».
- En 2014, CLEF a participé à l'événement parallèle organisé par Association Regard des femmes sur « Renforcer les droits des femmes dans le domaine de l'enregistrement des naissances pour tous les accès des filles aux programmes de développement » lors de la 58^e CSW.
- L'organisation a également assisté à la Réunion d'examen régional sur la révision de la Plate-forme de Beijing +20 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) du 3 au 5 novembre 2014 à New York.
- En 2015, l'organisation a participé à la 59^e session de CSW et a fourni une déclaration écrite. Au cours de la session, il a également organisé un atelier parallèle du 14 mars 2015 intitulé « Pour l'universalisation de la Convention d'Istanbul et l'établissement d'un mécanisme de suivi et d'évaluation des mécanismes internationaux sur la violence à l'égard des femmes ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2015, en préparation de la Conférence des Parties 21 (COP) du Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), CLEF a signé l'appel du Conseil supérieur pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour « soutenir les femmes face aux changements climatiques » en tant que membre du groupe Gender and Climate Justice. Il a également organisé un atelier parallèle à la COP 21 sur « Les féministes pour la justice climatique ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

3. Fondation Connaissance et Liberté/ Fondasyon Konesans Ak Libete

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

La Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL) est une institution haïtienne nationale créée en 1995 et reconnue d'utilité publique par le Gouvernement de la République d'Haïti.

Objectifs

La mission de FOKAL est de contribuer à la construction d'une société démocratique, juste et solidaire. Ses champs d'intervention sont l'éducation, la science, la culture, le développement communautaire, l'environnement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2014, le secrétaire général des Nations Unies a invité FOKAL à être membre d'un groupe de haut niveau chargé de créer une banque scientifique pour les pays les moins avancés.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

4. Fonds pour le développement énergétique durable

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Le Fonds pour le développement énergétique durable (FDED) est une association sans but lucratif de droit français composée d'entreprises du secteur de l'énergie et de personnes physiques experts de l'économie du développement, de l'énergie et du changement climatique. Il est été créé en 1992 dans le contexte de la conférence de Rio avec comme premiers membres les sept plus grandes compagnies d'électricité (groupe E7) appartenant aux pays du G7.

Objectifs

FDED consacre son travail à la promotion des énergies renouvelables, au mécanisme de développement propre de Kyoto et à l'accès universel à l'énergie dans les pays en développement grâce à ses études et ses investissements dans des projets répondant aux principes du développement durable.

Changements à signaler

L'organisation a changé de nom, de composition et d'adresse à Paris en 2014 du fait de l'évolution du nombre de ses membres et du changement des orientations de certains d'entre eux.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Fonds a soutenu l'action du Programme du secrétaire général Énergie durable pour tous (Sustainable Energy for All) et a contribué de par son action à faire adopter par l'ONU l'accès universel à l'énergie le septième Objectif du Millénaire (MDG 7) à l'occasion de la session de 2015 de l'Assemblée générale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Fonds a participé activement à la Conférence du développement durable Rio +20 en juin 2012 et y a organisé un important side-event pour la promotion de ses objectifs en soutien de l'action du Secrétaire général de l'ONU.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Le Fonds soutient le Programme de l'énergie durable pour tous (SE4All) au Bureau des Nations Unies à Vienne.
- Il a participé chaque année aux sessions du Forum de l'énergie à Vienne et à New York.
- Il a également participé activement aux événements organisés lors de la Conférence-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dès le début, y compris à la Conférence des Parties 21 (COP 21) à Paris en décembre 2015.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Fonds a participé activement aux initiatives de l'Union Africaine, de la France et de l'Europe sur l'objectif d'électrification de l'Afrique en liaison avec la Banque Africaine de Développement (programme Initiative africaine pour les énergies renouvelables) et aux engagements de financement. Le Fonds est membre fondateur de l'association Africa Grid qui regroupe des entreprises actives dans l'électrification du continent africain.

5. Organisation mondiale des experts-conseils arbitres

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

L'Organisation mondiale des consultants (OMECA) est née de la volonté de généreux hommes et femmes qui connaissaient l'importance du rôle des experts, des avocats et des magistrats de tous horizons dans l'évolution de la société mondiale, et en particulier les pays les moins avancés qui sont des États membres des Nations Unies.

Objectifs

Depuis sa création, OMECA a créé des bureaux à travers le monde, réunissant des hommes et des femmes hautement qualifiés dans leurs domaines de spécialisation en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en Suisse, en Espagne, au Portugal, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Afrique, en Jordanie, au Liban, Les États du Golfe et les États-Unis, entre autres.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

- OMECA a assisté au neuvième Congrès de l'Ordre des experts internationaux au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris du 27 au 29 janvier 2014.

- OMECA a participé à la conférence sur les forêts qui a eu lieu au siège de l'ONU à Genève le 21 mars 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Comme ci-dessus.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

6. Stiftung Brot fuer Alle

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Pain pour le prochain (PPP) s'engage pour un monde plus juste. La politique de développement figure au centre de son travail. Ses thèmes principaux sont le « Droit à l'alimentation » et « Entreprises et Droits humains ».

Objectifs

PPP est le service des Églises protestantes suisses pour les questions de développement. Par des activités dans le domaine de la politique de développement, PPP vise à influencer la politique et l'économie au niveau national et international dans le sens d'un développement juste et durable. PPP sensibilise la population suisse sur les questions Nord-Sud et tisse des liens avec des organisations au niveau suisse, européen et mondial. PPP aide ses partenaires au Sud à faire valoir leurs exigences politiques et leurs droits. PPP les aide à renforcer leurs capacités, à lutter contre l'injustice et à créer des réseaux et des synergies. Pour financer son travail et ces projets, PPP compte essentiellement sur des dons.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

PPP a soutenu son partenaire de l'Équateur dans l'élaboration d'un rapport parallèle et la présentation des informations supplémentaires sur des violations du droit à l'alimentation aux Comité des Droits Économiques, Sociaux et Culturels lors de sa 49^e session. PPP a organisé un événement parallèle lors de la 21^e session du Conseil des Droits de l'Homme sur l'accès à la terre. PPP s'engage auprès de ces partenaires pour l'implémentation des « Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale » de la FAO. En 2012 PPP a réalisé avec son partenaire Action de Carême, une campagne de sensibilisation en Suisse en lien avec la « Conférence des Nations unies sur le développement durable 2012 » (Rio +20). Les œuvres ont invité deux partenaires du Sud à « amener leur voix à Rio » afin de s'échanger avec les délégations lors de cette conférence. PPP s'engage pour l'élaboration d'une Déclaration de l'ONU Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les

zones rurales' et soutient la coordination des délégations des paysans et paysannes du Sud afin qu'ils puissent collaborer avec le 'Groupe de travail intergouvernemental' et s'échanger avec les représentants de leur pays. PPP fait un travail de plaidoyer avec les représentantes de la Suisse, afin de s'engager pour une meilleure protection des paysannes et paysans. PPP suit les travaux du « UN Working Group on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises », ainsi que les mesures de mise en œuvre des « UN Principles on Business and Human Rights » au niveau de la Suisse. Le gouvernement suisse travaille actuellement à la rédaction d'une « Stratégie des Nations Unies pour les principes directeurs (UNGP strategy) pour la Suisse » et PPP fait partie du groupe d'ONG qui ont participé aux consultations sur cette stratégie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

PPP et deux de ces partenaires du Sud ont participé à la « Conférence des Nations unies sur le développement durable 2012 » (Rio +20). PPP a participé comme observateur aux dernières séances du 'Groupe de travail intergouvernemental du Conseil des droits de l'homme de l'ONU' sur la « Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales » à Genève. Chaque année des représentants et des partenaires de PPP participent au « UN Forum on Business and Human Rights ». En 2014, PPP a co-organisé un événement parallèle dans le cadre du Forum sur les « Privatized remedy and human rights : Re-thinking grievance mechanisms ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

PPP échange avec les 'Rapporteurs spéciaux de l'ONU. Il suit le travail du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres sociétés et s'engage pour le respect de ces principes par les entreprises suisses.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

PPP s'est engagé pour la réalisation des objectifs 1 et 7 à travers le soutien des projets respectifs. PPP a suivi l'élaboration des objectifs de développement durables et s'échange avec la Direction de Coopération Suisse sur leur intégration dans les programmes et projets actuels. PPP se concentre sur les objectifs 2, 12 et 13.

7. Tour opération et initiatives

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

La Tour opération et initiatives (TOI) est une organisation non gouvernementale, installée en République démocratique du Congo (RDC) à Kinshasa. Elle est en partenariat avec plusieurs institutions publiques. Elle est membre permanente de la Commission nationale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Objectifs

Les objectifs sont les suivants : réduire la pauvreté dans les zones rurales en engageant la population dans le développement durable; promouvoir le commerce; encourager la protection et la participation de la population en fournissant des informations fiables et en facilitant l'accès à l'éducation, à la sécurité alimentaire et

aux soins de santé primaires pour tous; soutenir la lutte contre le VIH/SIDA et toutes les maladies endémiques; soutenir la lutte contre le réchauffement climatique, la déforestation; lutter contre la corruption, l'abus de drogues et toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles; et former, informer et éduquer la population sur les technologies de l'information.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

TOI a présidé et facilité des réunions, des ateliers et des séminaires sur le VIH/sida, le genre et les droits indigènes/Pygmées et l'utilisation abusive des stupéfiants. En collaboration avec Swiss Village, Hope to the Future, le Gouvernement du Japon, le Département du développement international (DfID) du Royaume-Uni et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), TOI a organisé plusieurs réunions, ateliers, séminaires et formation sur les polluants et l'énergie dans la ville de Kinshasa.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

TOI a assisté à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 18) à Doha du 26 novembre au 8 décembre 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

- TOI a contribué à promouvoir la production de grandes cultures saisonnières de maïs, de manioc, de courge et d'arachides dans la province de Bandundu, afin de réduire la pauvreté.
- TOI a organisé six conférences sur l'énergie en 2013 dans 6 villes de la République démocratique du Congo, avec le Service national de l'énergie du Ministère congolais du développement rural. Il a également organisé une série de conférences en périphérie de Kinshasa sur le sida et le genre.

8. Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

L'Union internationale des huissiers de justice (UIHJ) a été créée en 1952. Elle comprend en 2015 les membres des organisations représentant la profession de 87 pays répartis sur les continents américain, africain, asiatique et européen.

Objectifs

L'UIHJ a pour vocation de représenter ses membres auprès des organisations internationales et d'assurer la collaboration avec les organismes professionnels nationaux et la mise en œuvre des traités internationaux. Elle s'efforce de

promouvoir les idées, les projets et les initiatives tendant au progrès et à l'élévation du statut indépendant de l'huissier de justice.

L'UIHJ participe encore aux actions de structuration des huissiers de justice, notamment par son implication dans la création et le développement d'organisations professionnelles nationales en prévision de leur adhésion à l'UIHJ.

Elle participe à des missions d'expertise auprès des gouvernements et des organismes internationaux.

Enfin, elle favorise partout où cela est possible la création d'un corps d'huissier de justice constitué de professionnels, juristes de haut niveau, remplissant la double fonction d'agent chargé de la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires et de l'exécution des décisions de justice.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Après avoir créé la Journée mondiale de l'huissier de justice en 2008, l'UIHJ ambitionne de créer, avec les autres professions judiciaires la Journée mondiale des professions judiciaires. L'objectif visé est notamment de la faire inscrire cet événement au rang des journées mondiales de l'ONU.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

UIHJ a participé à la 67^e session de l'Assemblée générale de l'ONU en octobre 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En 2012, l'UIHJ est devenue membre observateur de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et a assisté à la session de la CNUDCI;
- En avril 2013, il a participé à un groupe de travail de la CNUDCI;
- En septembre 2013, l'UIHJ a participé à la troisième réunion des officiers judiciaires africains et européens de la CNUDCI à Lomé, au Togo, intitulée « L'officier judiciaire, acteur de la gouvernance juridique – 20 ans de l'Ohada : un modèle pour les magistrats des pays africains et européens ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui des OMD, l'UIHJ a entrepris les activités suivantes, entre autres :

- Il a formé des représentants du ministère de la Justice sur l'assistance juridique internationale au Kosovo en octobre 2013.
- Il a mené quatre séminaires de formation dans le cadre du projet Union européenne/Chambre nationale des fonctionnaires judiciaires en Hongrie entre avril et novembre 2013.
- En novembre 2013, l'UIHJ a participé à l'Initiative sur l'état de droit pour les pays de Asie Central.
- Il a signé un accord de coopération entre l'Académie régionale de la magistrature (Ersuma) et l'établissement de formation d'Ohada en RDC en février 2014.

- Il a signé un accord de coopération avec la Cour de justice des Caraïbes en 2014.
- L'UIJH a participé à la première réunion Asie-Europe des officiers judiciaires à Bangkok, en Thaïlande, du 17 au 21 avril 2014, afin de faciliter l'échange de bonnes pratiques avec neuf pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont le Brunéi, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam.

9. Vie montante internationale (VMI)

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

La Vie montante internationale (VMI) a été créée en 1985 pour élargir au plan international les activités de Vie Montante France. Elle compte actuellement 33 pays membres adhérents ou associés et a des contacts avec une dizaine d'autres pays.

Objectifs

L'allongement de la vie aboutit à la constitution d'une nouvelle catégorie sociale : avant le temps de la vieillesse, il existe une période de la vie qui peut être utile à la société. L'objectif de VMI est de donner à ce temps toute sa valeur, en aidant les personnes âgées et retraitées à faire de cette étape de la vie une période féconde pour elles et pour les autres et à développer le sentiment de leur valeur et de leur rôle par l'approfondissement de leur vie spirituelle.

VMI coordonne l'action et les moyens mis en œuvre par les groupes des divers pays en proposant des thèmes de réflexion et des échanges sur les activités des personnes âgées et retraitées.

Chaque mouvement est organisé au plan national. Selon les pays il s'appelle : Vie Montante, Vida Ascendente, Life Ascending, Ascent, Mouvement Chrétien des Retraités, etc. Les coordinateurs continentaux se réunissent périodiquement avec la présidence et le Comité exécutif. VMI publie un Bulletin international trimestriel en 3 langues : français, anglais, espagnol et dispose d'un site internet.

Changements à signaler

En octobre 2014, l'Assemblée générale du Mouvement VMI, réunie à Namur (Belgique), a élu un nouveau Comité exécutif.

Contribution à des activités des Nations Unies

- Depuis 2011, VMI participe régulièrement aux réunions du Groupe de travail des ONG de Genève sur le vieillissement ce qui lui permet de suivre les activités menées dans les différentes instances des Nations Unies et autres institutions internationales et non-gouvernementales dans le monde.
- Chaque année, VMI a assisté au Forum social du Conseil des droits de l'homme sur un thème particulier qui comprenait ce qui suit : en 2012 sur « Développement et mondialisation centrés sur les personnes »; en 2014 sur « Les droits des personnes âgées »; et en 2015 sur « Accès à la médecine ».
- Il fête la Journée internationale des Personnes âgées, chaque année le 1^{er} octobre.

- Les OING sur le vieillissement ont été encouragées par l'Experte Indépendante sur le vieillissement, Madame Rosa Kornfeld Matte, à recueillir des données dans les pays en vue de la rédaction de prochains rapports sur l'observation des droits de personnes âgées.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Chaque année, VMI participe aux 3 sessions du Conseil des droits de l'Homme qui se tiennent à Genève en mars, juin et septembre et participe aux événements parallèles organisés dans le domaine du vieillissement, de la santé, des femmes, de la maltraitance.
- L'organisation assiste également aux séances des comités thématiques traitant de ces questions, ainsi qu'aux réunions organisées par d'autres instances internationales dans le domaine du vieillissement comme la Commission Économique pour l'Europe, Organisation mondiale de la santé (OMS) et Organisation internationale du travail (OIT).
- À la Commission de la condition de la femme du 9 au 20 mars 2015, commémorant Pékin +20, une séance spéciale a été consacrée aux femmes âgées au cours de laquelle l'Experte Indépendante, Rosa Kornfeld Matte a demandé à tous les gouvernements « Que les femmes âgées ne restent pas invisibles ».
- VMI a participé à la Conférence ministérielle de l'OMS sur l'action mondiale contre la démence en Genève 17 mars 2015, sous l'égide du Royaume Uni et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie
